

front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 136

12 DECEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

NON A LA POLITIQUE DE CRISE ! A L'OFFENSIVE CONTRE LA BOURGEOISIE !

Giscard au coin du feu a repris, à sa façon, ce que la bourgeoisie nous rabâche depuis plusieurs mois: il y a des difficultés économiques, elles proviennent pour l'essentiel de l'augmentation du prix du pétrole, conclusion: les travailleurs devraient accepter de nouveaux sacrifices, de nouveaux efforts pour arriver à combler le déficit ainsi creusé par la hausse du pétrole. Il a souligné en particulier les difficultés que rencontrerait l'industrie automobile et annoncé que le gouvernement ferait un effort «sans précédent» pour lui venir en aide. Sitôt dit, sitôt fait: au moment même où le gouvernement demande de réduire le chauffage, d'éteindre l'électricité, ne parle que d'économiser, il verse aux trusts automobiles et à Michelin une somme énorme d'au moins un milliard et demi de francs lourds, sans aucune commune mesure, par exemple, avec les sommes demandées et obstinément refusées pour remettre en activité Lip, en son temps, ou bien Titan-Coder aujourd'hui.

Cela pose une première question: qu'en est-il au juste de ces prétendues difficultés? Dans l'automobile, après le boom de 1973 et avec le renchérissement de l'essence décidé par l'Etat et les grandes compagnies, la consommation de voitures en France notamment, a eu effectivement tendance à baisser et à se porter d'avantage sur les petites cylindrées. Est-ce pour autant qu'il y a chute brusque de la production? Loin de là. Il y a eu seulement, dans l'ensemble, un ralentissement dans le rythme d'expansion, jusque là élevé, de la production. C'est le cas de Renault et de Peugeot. Dans le secteur poids lourds, Berliet se félicite: ses carnets de commandes ont gonflé de 40% par rapport à l'année dernière. Saviem ne marque aucun ralentissement sensible. Seul Citroën, il est vrai, semble moins bien adapté aux conditions nouvelles du marché. En fait Citroën, après s'être plaint ainsi depuis plusieurs années de difficultés financières, a déjà empoché, pour le compte de Michelin des centaines et des centaines de millions d'aides de l'Etat. Voilà ce qu'il en est des difficultés.

Dans ces conditions, à quoi servent les milliards de l'Etat, extorqués par l'impôt aux travailleurs et versés aux trusts automobiles? D'une part, à renforcer le secteur poids lourds de Renault, la Saviem, par l'absorption de Berliet, firme complémentaire. D'autre

part, Michelin dégage ses capitaux de Berliet et, après avoir tiré le maximum de profits de Citroën, fait prendre en charge, en fait, par des fonds d'Etat la modernisation de Citroën, sans perdre pour autant une partie encore importante du contrôle de Citroën et donc des bénéfices à venir. Michelin se trouve ainsi les mains plus libres et aussi encore plus pleines pour réaliser ses plans gigantesques (on parle de plusieurs milliards d'investissements) de développement de ses usines de pneumatiques à l'étranger et surtout aux Etats-Unis. Quant à Peugeot, qui profite, lui aussi, et au premier chef des fonds gouvernementaux, il se retrouve à peu de frais, en prenant le contrôle de Citroën, avec un potentiel de production et un réseau commercial capable de tenir tête à des trusts de la taille de Renault, Fiat ou Volkswagen. Ainsi, que ce soit Michelin, Renault-Saviem ou Peugeot, chaque trust, au nom des difficultés apparues sur le marché automobile, puise des centaines de millions dans les caisses de l'Etat pour adapter aux conditions nouvelles et développer plus avant sa stratégie d'exploiter.

Mais pour les travailleurs de l'automobile, quels sont les résultats de ces tractations? Cette vaste restructuration de l'industrie automobile a déjà et aura de lourdes conséquences pour eux. Michelin qui prépare l'opération de Citroën depuis un certain temps, a déjà licencié l'année dernière par toutes sortes de moyens et avec l'appui de ses nervis de la CFT fasciste, près de 10 000 travailleurs. A présent il annonce ouvertement plus de 2000 autres nouveaux licenciements. Tous les «experts» s'accordent pour affirmer que Peugeot va continuer à licencier massivement chez Citroën. Dans le poids lourd, les travailleurs de Berliet et de Saviem se préparent à affronter des mutations, des déclassements, des fermetures d'ateliers et des licenciements, conséquences prévisibles de «l'harmonisation des productions». Renault et Peugeot ont imposé des journées chômées entre Noël et le Jour de l'An. Peugeot s'apprête à fermer certaines de ses usines ou à réduire leurs effectifs, notamment à St Etienne, cependant qu'il intensifie les cadences à Sochaux. Voilà ce que Giscard appelle un effort «sans précédent»: des milliards extorqués aux travailleurs versés directement, au nom de la solidarité

Suite P. 2

SOMMAIRE

- Après les accords Peugeot-Citroën: Reportage chez les travailleurs de Peugeot à Sochaux

p. 4-5



- Santé: après les miettes de Mme Veil, les hospitaliers poursuivent la lutte

p. 6



- Giscard en Martinique pour rencontrer Ford; Indépendance pour la Martinique! p. 7

- Accords Brejnev-Giscard: «Coopération» sur le dos des peuples p. 8

EDITORIAL

(suite de la p.1)

nationale face à la crise, aux trusts. Et cette vaste opération de restructuration, les trusts entendent la faire payer aux travailleurs, à moins qu'ils ne s'y opposent fermement, par une exploitation accrue.

La bourgeoisie parle de crise dans le textile synthétique. Et le textile synthétique en France, c'est, à 90%, Rhône-Poulenc. Mais en fait, de quoi s'agit-il? Les dirigeants de Rhône-Poulenc ne s'en cachent pas dans les publications à usage des capitalistes: par une politique de modernisation effrénée, de réduction massive des effectifs, d'intensification du travail, Rhône-Poulenc, comme d'autres trusts européens concurrents, est parvenu en quelques années, étant donné la restriction de la consommation des masses, à une certaine saturation du marché. Le groupe Rhône-Poulenc s'est ainsi engagé à présent dans une politique de «redéploiement»: d'une part déplacer de plus en plus la production de textiles synthétiques à l'étranger, au

Brésil ou en Argentine par exemple, où il escompte tirer le maximum de profits en imposant des salaires encore plus bas qu'en France. D'autre part, accélérer le développement, en France, du secteur de la chimie lourde: ainsi, alors que la plupart de ses usines textiles sont frappées par les licenciements d'intérimaires, le chômage technique prolongé, l'amputation des salaires, Rhône-Poulenc construit à Rhodia-Belle-Etoile de vastes unités en vue de la production de bases du nylon, avec comme débouchés, non plus le textile, mais de multiples applications industrielles.

Restructuration et «redéploiement» sont les maîtres-mots de la politique économique mise au point par les plus hauts responsables de l'Etat et des trusts. Tout en parlant de crise économique, Giscard, Chirac, Poniowski se transforment en commis-voyageurs et exhibent avec satisfaction les milliards de commandes qu'ils ont pu obtenir ou qu'ils espèrent obtenir dans différents pays et en particulier dans les pays producteurs de pétrole. Il s'agit toujours pour l'essentiel de biens d'équipement: usines clés en main, centrales, systèmes entiers de télécommunication, etc... C'est que

face au mouvement des pays du tiers-monde contre le pillage de leurs matières premières et pour leur industrialisation, l'impérialisme français cherche une voie pour accroître ses profits, continuer à s'assurer des sources de matières premières sûres et au meilleur marché possible en les monnayant contre des équipements industriels complexes et coûteux.

Evidemment, seuls de puissants groupes comme Pechiney-Ugine-Kuhlman, Renault, Creusot-Loire, la CGE, etc... peuvent mettre en œuvre cette politique dite de redéploiement. C'est ainsi que les deux maîtres de la sidérurgie Usinor et Wendel-Sidélor et les groupes financiers auxquels ils sont liés se livrent actuellement à une âpre bataille pour prendre le contrôle de Creusot-Loire, firme particulièrement apte à enlever des marchés de construction d'usines et de centrales nucléaires. C'est ainsi que, si l'on compare la période de juillet-septembre 74 à la même période de 1973, les exportations françaises de biens d'équipement ont augmenté de près de 50%, celles des demi-produits (destinés en général à l'équipement) de 75%, alors que les exportations de produits alimentaires et de biens de consommation n'augmentaient respectivement que de 13 et 27%.

Restructuration et redéploiement sont inséparables: pour être compétitifs et enlever ces nouveaux marchés c'est-à-dire pour se redéployer, les trusts ont besoin d'élargir leur base financière, d'absorber des groupes plus faibles, de concentrer et d'accroître considérablement leurs investissements dans un certain nombre de secteurs clés. Et pour y parvenir, nous connaissons leurs moyens: hausse des prix sur le marché intérieur, baisse du salaire réel et donc restriction de la consommation des masses; prélèvement massif sur les salaires eux-mêmes par le biais de l'impôt; élimination d'une série d'entreprises qui n'entrent pas dans la perspective du redéploiement; rationalisation de la production qui se traduit toujours à la fois par l'intensification du travail, des cadences et par des licenciements. Si la bourgeoisie nous parle à longueur de journée de crise, utilise le chantage au chômage et à la pénurie, suggère d'en venir au rationnement, bref, si elle développe une politique de crise, c'est en particulier parce qu'elle cherche par ce moyen, à faire accepter à la classe ouvrière les lourdes conséquences du redéploiement et de la restructuration, sur le mode: «attention, la crise nous menace tous, consentez de nouveaux sacrifices, n'entrez pas en lutte, collaborez docilement avec vos

patrons, sinon vous provoquerez une catastrophe économique, un chômage massif, une régression vers la pénurie».

Mais la classe ouvrière n'est pas prête à se plier à cette politique de crise. Déjà de nombreuses luttes résolues, prolongées, à l'exemple de Lip contre les licenciements se sont multipliées. La grève des postiers qui s'est heurtée de front à la politique de crise de la bourgeoisie, a montré, par son large écho parmi les travailleurs, qu'elle serait suivie d'affrontements encore plus amples. Ce que la classe ouvrière met en cause et mettra de plus en plus largement en cause, c'est l'ensemble de ce système impérialiste pourrissant, où une minorité de capitalistes, étroitement liée à l'appareil étatique, entendent faire payer aux millions de travailleurs qu'ils exploitent le prix de l'anarchie de leurs plans gigantesques de pillage et d'exploitation, de leurs luttes acharnées pour le profit maximum.

Il faut s'opposer résolument à la politique de crise de la bourgeoisie. Il faut rassembler autour du Parti les multiples énergies révolutionnaires qui se font jour à présent et qui aspirent à abattre ce système de plus en plus intolérable, à faire la révolution, à construire, en France, une société nouvelle, socialiste.

à l'appel des A.A.F.A. CHALEUREUX ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

Un rassemblement chaleureux a fêté, vendredi dernier, le 30^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie. Dans la salle comble de la Mutualité, les interventions successives ont rencontré un grand écho. Notamment Gilbert MURY qui a développé, sous de multiples aspects, l'effort du peuple albanais pour édifier une société nouvelle, radicalement différente du monde de l'esclavage capitaliste qui subsiste en France, pour forger un homme nouveau, débarrassé des tares héritées de siècles d'exploitation. Mais aussi différents témoignages - dont celui d'une enseignante, d'un peintre - qui, à partir de leur expérience vécue, montraient, chacun dans leur domaine, comment la société nouvelle qui s'édifie en Albanie, offre des perspectives enthousiasmantes.

A travers les chants révolutionnaires interprétés par une chorale franco-albanaise, à travers les films - l'un sur le combat actuel des femmes albanaises pour leur émancipation complète, l'autre sur la résistance - s'exprimait largement, dans la salle, une solidarité militante avec la lutte du peuple albanais pour son indépendance nationale et pour édifier le socialisme. Aux stands de différents comités AFA de la région parisienne, de nombreuses discussions se sont engagées.

Tout au long du rassemblement, on montrait que le développement des AFA répondait à un besoin profond, grandissant de mieux connaître ce peuple d'Europe, proche de nous, qui a su résister victorieusement au révisionnisme moderne, et qui se bat pour construire le socialisme, le besoin de chercher dans l'Albanie socialiste d'aujourd'hui de précieux enseignements pour le socialisme que nous construirons, demain en France. VIVE LE 30^e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE!

REVOLUTION PROLETARIENNE

AU SOMMAIRE DU NUMERO 1
LES TEXTES ET INTERVEN-
TIONS
DU RASSEMBLEMENT COM-
MUNISTE
DU 3 NOVEMBRE

Passez vos commandes à

REVOLUTION PROLETARIENNE
BP 267 - 75866 - PARIS Cedex 18

Prix : 5 Francs (plus port : 1 Franc)

Abonnement 1 an 50 F (port com-
pris) CCP La Source 34.504.01

la querelle PS - P«C»

LES CONTRADICTIONS DU P«C»F

La querelle PS/P«C»F se poursuit sur un nouveau terrain: il n'est plus question pour l'instant de rééquilibrage de la gauche, mais de l'attitude de la gauche en cas de victoire aux législatives, si Giscard appelait un premier ministre «socialiste» à former le gouvernement. Ce sont les dirigeants du PS qui ont progressivement amené le débat sur ce terrain; Defferre déclarait le 29 Septembre à France-Inter: «Si Valéry Giscard d'Estaing envisageait de constituer un gouvernement pour appliquer le programme commun avec les socialistes, les communistes, les radicaux de gauche et les chrétiens qui voudraient venir, bien entendu, j'accepterais dans ces conditions d'en faire éventuellement partie». Martinet peu de temps après reprenait la même hypothèse, ce qui entraînait une première réplique de Roland Leroy du secrétariat du P«C»F, le 10 novembre: «il est absurde de croire qu'un gouvernement de la gauche pourrait appliquer un programme économique avec un président de la République et une majorité parlementaire réactionnaires».

Puis, le même, à Europe n°1 affirmait: «Imaginez ce que pourraient penser les électeurs de gauche s'ils voyaient siéger des ministres de gauche sous la présidence de Giscard d'Estaing. Ce serait là l'union sacrée. En tout cas, il n'y aurait pas de ministres communistes dans ces conditions.» En clair, pas question pour le P«C»F d'accepter, comme le PS d'aller au gouvernement sous la présidence de Giscard, même avec une majorité de gauche. Or, dans sa dernière conférence de presse, Mitterrand disait clairement qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives, «le devoir de la gauche de gouverner pour appliquer son programme»: c'est-à-dire exactement l'opposé de Leroy. Ceci obligeait Marchais à rectifier dans un sens beaucoup moins catégorique les prises de position précédentes du P«C»F: «Le PCF a eu l'occasion à de multiples reprises et dans des documents écrits de réaffirmer de manière extrêmement claire ce qui était sa stratégie dans tous les domaines, y compris qu'il entendait respecter le verdict du suffrage universel. Le PC n'a pas changé de position, il s'en tient là».

Autrement dit, et bien qu'il ne le dise pas ouvertement, Marchais ne refuserait pas de participer à un gouvernement de gauche sous la présidence de Giscard, comme il avait accepté de participer éventuellement à un gouvernement de gauche, avec Pompidou comme président, lors des élections de 73: «Il est clair que le président de la République devra désigner un premier ministre de la majorité dégagée par le suffrage

universel. S'il s'agit d'une majorité de gauche, un gouvernement de gauche sera constitué et se mettra au travail pour satisfaire les besoins les plus urgents du pays en appliquant le programme commun» (Marchais le 3/2/73 à Lille).

En amenant le débat sur ce terrain, le PS a donc réussi à mettre le P«C»F dans l'embarras et l'a amené à se contredire, car d'une part, à la question irez-vous au gouvernement, Giscard étant président? Le P«C»F ne peut répondre que non alors que d'autre part à la question: respecterez-vous la constitution? Il ne

peut jouer sur les deux tableaux: union de la gauche, alliance avec les giscardiens et centristes. Cette possibilité il s'est finalement mis d'accord pour l'inscrire même dans le programme commun concernant la question du contrat de législature. Jugeons-en: «En cas de crise grave, de rupture du contrat de législature constatée par l'adoption d'une motion de censure, le président de la République, s'il ne prononce pas la dissolution de l'Assemblée Nationale, nommera le premier ministre et les membres du gouvernement». C'est la possibilité pour le PS de rompre

comme le proclame Marchais, il s'agirait d'appliquer le programme commun, rien que le programme commun, mais tout le programme commun».

C'est-à-dire: le droit de vote à 18 ans, l'abrogation de la loi répressive sur l'avortement, la revalorisation des indemnités de chômage, l'assurance du reclassement en cas de licenciement, le SMIC à...1000 F augmenté depuis, à 1300 F ou à 1500 F, on ne sait pas exactement car les partis de gauche n'en parlent pas, mais en tout cas on est sûr que ce n'est pas à 1700 F comme l'ont exigé les postiers, les



peut répondre que oui. C'est la raison des différences que l'on peut relever d'une déclaration à l'autre.

UN LANGAGE «DUR» POUR MIEUX CACHER LES CONCESSIONS

Mais pourquoi le P«C»F réaffirme-t-il presque chaque jour qu'il ne veut pas gouverner dans les conditions actuelles, pourquoi accuse-t-il le PS de se préparer à accepter un gouvernement «d'union sacrée», alors qu'aux dernières législatives, il était prêt à participer au gouvernement? C'est principalement pour se donner une apparence de parti intransigeant sur ses objectifs, ceci afin de rassurer ses militants et ses adhérents qui s'inquiètent, et d'autre part pour obtenir du PS des garanties sur le respect d'un minimum de points du programme commun et des assurances sur sa fidélité à l'union de la gauche. Mais en engageant la polémique peut-il obtenir d'autres garanties que verbales? Jusqu'ici, les concessions, c'est le P«C»F qui les a faites, c'est lui qui a permis au PS de se renforcer et maintenant de le dépasser électoralement. Il est mal venu de s'indigner des spéculations du PS sur un éventuel gouvernement d'union sacrée. C'est lui qui a accepté que le PS

l'union de la gauche et de contracter d'autres alliances, au cours d'une même législature. Et cela, la P«C»F l'a finalement accepté, sachant ce que cela signifiait.

«RIEN QUE LE PROGRAMME COMMUN»!

Pour contraindre le PS à appliquer le programme commun, le P«C» appelle la classe ouvrière et les travailleurs à se mobiliser autour de lui. A ceux qui s'inquiètent de ses concessions, de sa ligne d'«Union du Peuple de France», il propose de lutter pour «élever la qualité de l'union de la gauche», c'est-à-dire le poids du P«C» par rapport au PS. Mais on voit tout de suite la duperie d'une telle mobilisation pour la défense du programme commun; il n'est pas question de sortir du cadre de l'union de la gauche seule perspective que le P«C»F puisse offrir aux masses qui réclament le changement. Quels que soient ses cris, le P«C»F demeure prisonnier du PS, tributaire de son bon vouloir pour accéder au pouvoir. Il a lui-même entériné la possibilité pour le PS de le renvoyer du gouvernement...comme en 1947.

Et que gagneraient les masses à un gouvernement de gauche, même avec des ministres révisionnistes, puisque

hospitaliers et des centaines de milliers de travailleurs le 19 novembre. Toutes ces mesures sont loin de correspondre aux revendications des travailleurs.

Non, les travailleurs n'ont rien à gagner à arbitrer la querelle PS-P«C», à se battre pour l'application du programme commun, «rien que le programme commun» que Giscard a déjà partiellement vidé de son contenu. Leurs revendications sont en contradiction avec les propositions du Programme Commun. Leurs aspirations à une société nouvelle sont étrangères à cette variante bourgeoise de la société actuelle.

Militants ou sympathisants du P«C»F, le combat pour le socialisme que vous avez cru pouvoir mener avec le P«C»F n'a abouti jusqu'ici qu'à des échecs successifs et à des concessions répétées. La voie que vous proposez Marchais ne mène à rien d'autre qu'une nouvelle expérience d'un gouvernement bourgeois. La seule voie qui mène au socialisme, c'est celle de la lutte révolutionnaire pour renverser le pouvoir bourgeois. C'est cette voie que trace le P.C.R. (ml), ce sont ses rangs que nous vous appelons à rejoindre!

pas un seul licenciement LES LIP ONT GAGNE!



A Lip Palente, il restait encore 21 travailleurs non repris et qui poursuivaient leur stage de formation. C'est une fois de plus la mobilisation de tous les Lip, dans l'usine, qui a imposé que les accords de Dole soient respectés. Lundi soir, 2 décembre, à la réunion du collectif Lip, on décide de proposer une heure de grève (ou plus) avant la réunion de la commission Emploi-Formation qui devait se réunir dans le courant de la semaine. Cette commission, créée lors des accords de Dole, est chargée de discuter avec la direction de toutes les possibilités de réemploi, elle devait s'arrêter de fonctionner fin 74.

Au collectif, on décide de faire dès le lendemain une enquête dans les ateliers en faisant circuler des propositions d'action, et pour savoir si les ouvriers étaient prêts à débrayer. Tout le monde est d'accord pour se mettre en grève, à une date que la section syndicale CFDT fixera : concrètement on fera une heure de grève avec meeting, et on fera rentrer les 21 camarades non repris ainsi que ceux qui ont déjà une affectation mais ne sont pas encore repris. C'est

la détermination de tous les Lip qui a mis en échec les licenciements et imposé l'application des accords de Dole prévoyant la réembauche de tous les Lip. Dès le mercredi, Neuschwander informait les représentants des syndicats que les 21 seraient repris. Dès vendredi, on concrétisait les détails de leur réembauche :

- Tous les Lip seront repris avant le 31 mars 75.

- Les derniers non encore réembauchés recevront une lettre de contrat d'embauche avant le 15 décembre.

Ainsi, après le 6 janvier, il restera une quarantaine de Lip non encore en activité dans l'usine.

- une partie a déjà la définition de son poste et sa date de rentrée (la plupart en janvier)

- les autres auront la définition de leur poste avant le 15 décembre et, en tous cas, même sans poste indiqué ils ont l'assurance d'avoir un emploi le 31 mars.

Pour ceux-ci reste le problème de la qualification : si les postes correspondent à la

qualification pas de problème. Si le poste offert est en dessous de la qualification alors il n'y aura ni déqualification ni perte de salaire. La qualification réelle sera indiquée dans le contrat avant le 15 décembre. Et à partir de janvier, tous les Lip ne travaillant pas encore dans l'usine seront intégralement payés sur la base du salaire qu'ils avaient acquis dans l'entreprise (avec toutes les augmentations intervenues depuis). Ainsi, après plus d'un an et demi de lutte contre les licenciements, les Lip ont gagné. Notre Parti va organiser une table ronde avec les travailleurs de Lip pour tirer le bilan de toute la lutte. Dès la semaine prochaine, nous publierons des interviews des travailleurs. La lutte contre les licenciements continue : déjà les travailleurs de l'usine Flustechric à Salins, dont la fermeture avait été annoncée pour le 5 janvier, ont pris contact avec les Lip.

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT
LES LIP ONT GAGNE !**

Corr. LIP

de nos correspondants coup de frein sur les tris au p.l.m.

Au PLM, où les révisionnistes, après avoir maintenu la mobilisation par AG de brigades et s'être opposés avec la complicité des réformistes dans la CFDT à toute AG d'ensemble malgré les interventions répétées des postiers ML du centre, ont organisé la reprise en faisant voter d'abord les brigades d'ambulants les moins mobilisés, imposant la reprise ensuite aux autres brigades tout en interdisant la parole aux opposants. Pour les révisionnistes, l'enjeu était important, la grève étant partie du PLM, la reprise au PLM conditionnait la reprise ailleurs ; c'est pour cette raison que la reprise avait été si soigneusement organisée.

Si certains étaient écœurés, beaucoup ont repris sans être découragés et le soir de la reprise, les différents étages du centre de tri se répondaient les uns aux autres en chantant «l'Internationale»; tandis que les cadences de tri étaient très basses, les postiers discutant entre eux et organisant des délégations au chef de centre dès qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Chez les ambulants... sur certaines brigades, il y eut jusqu'à 100 000 lettres non triées par voyage...

Les révisionnistes selon leur mot d'ordre «reprise en continuant sous d'autres formes» avaient lancé le mot d'ordre: frein sur les tris... mais un certain délégué CGT, chef de son état, fut

bientôt le premier à dire qu'il ne fallait pas trop exagérer... et faire le travail... conquis par les postiers qui l'attendaient au virage. Ces jours ci, une note de service est descendue menaçant du retrait immédiat du service et de mise à pied toute personne baissant les cadences ou appelant à ces baisses; dans certains centres, les postiers furent appelés un à un pour signer cette note de service, sans succès dans la plupart des cas.

Les révisionnistes qui appelaient à travailler pour ce qu'on est payé, aujourd'hui appellent dans un tract à ne pas tomber dans la provocation de la direction qui voudrait que les postiers se remettent en grève afin de pouvoir lock-outter, liquider le service public et... en clair, pas question de riposter à cette politique de menace de Lelong...

Mais aujourd'hui, la responsabilité des révisionnistes dans l'échec de la grève apparaît de plus en plus clairement. Les postiers ML contribuent à cette prise de conscience et à ouvrir la seule perspective pour les travailleurs celle du Parti et du pouvoir des ouvriers et des paysans...

D'autre part, dans les syndicats, ils travaillent à organiser la riposte immédiate à toute mesure de répression de la bourgeoisie.

Correspondant.

usiner- dunkerque

Depuis un mois, le 12 novembre, le HF4 le plus moderne d'Europe où J-C Delalleau avait été tué en juin de cette année lors du changement d'une tuyère, une nouvelle explosion a eu lieu, au niveau du gueulard du Haut Fourneau, tous les coffrets électriques ont fondu, et la cloche est endommagée... La direction est très discrète sur cet accident qui, là aussi, aurait pu coûter la vie aux travailleurs... L'accident serait dû, paraît-il, à un chargement trop important du HF. Mais ce n'est pas étonnant car, à Usinor, la politique de la direction est la rentabilisation la plus rapide du matériel, en le poussant au maximum; déjà au HF3, il y a quelques années, la pression et la température avaient tellement été poussées qu'une des jambes de sortie du gaz avait été complètement déformée...

Au HF4, les travailleurs dénoncent cette politique de la direction qui a encore failli causer un accident. Demain, avec le socialisme, quand les ouvriers seront maîtres de la société et de la production, ils feront tourner les hauts-fourneaux au profit des besoins de tous et non suivant la logique de l'amortissement le plus rapide.

Correspondant.

**DEMANDE DE
CONTACT
avec le
P.C.R.
(ml)**

Nom :
Prénom :
Adresse :
Profession :

envoyer à F.R. - B.P. 161 - 75864 Paris Cédex 18

**abonnez-vous
à
FRONT
ROUGE**

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif.

*serisette :
un
noyau
dur à
avaler
pour
les
ouvriers !*

Le gouvernement vient de faire adopter par les députés le projet de loi sur «le prélèvement conjoncturel ayant pour objet de prévenir les comportements inflationnistes des entreprises», baptisé Serisette, du nom d'un de ses inventeurs, Jean Serisé, conseiller économique de Giscard. Selon Fourcade, cette taxe aurait pour but de combattre l'inflation en incitant les patrons à modérer la hausse de leurs prix et même à les baisser : «Il s'agit de pénaliser les entreprises qui ne restituent pas au marché, sous forme de baisse des prix, les gains de productivité qu'elles réalisent». Comment ? En taxant l'augmentation de la «marge» des entreprises, marge définie comme la somme des salaires, des profits et des amortissements. Toute augmentation de cette «marge» supérieure à un certain taux (16% pour 74) sera imposée d'un tiers. Les patrons auront donc intérêt à contenir l'augmentation en valeur de leur marge.

Le gouvernement les laisse libres de choisir les moyens pour y arriver. Comment un patron fera-t-il pour que l'augmentation de sa «marge» ne soit pas supérieure à 16% si on suppose que l'inflation est au moins égale, si ce n'est supérieure. La conclusion est simple : il peut jouer soit sur les profits, soit sur les salaires, si l'on admet que les amortissements ne sont guère compressibles. Il est évident que les patrons choisiront de restreindre les salaires plutôt que leurs profits ; soit en refusant d'augmenter les salaires ou en ne les augmentant qu'à un taux inférieur à 16%, ce qui se traduit par une baisse du pouvoir d'achat, compte tenu de l'inflation, soit par une augmentation de l'intensification du travail, en produisant autant avec moins d'ouvriers, ce qui se traduit par des licenciements. On voit donc qu'en fait de lutte contre l'inflation, la Serisette est un moyen d'inciter les patrons à faire eux-mêmes une stricte police des salaires et à augmenter la productivité, c'est à dire le rythme du travail. Les sénateurs et les députés ont apporté de nombreux amendements au projet de loi initial tel qu'il était conçu par Stoléro et Serisé. Serait-ce qu'ils auraient eu le souci d'épargner aux travailleurs un blocage des salaires ? Non, bien sûr, c'est au nom de la défense des PME qu'ils sont tous intervenus et qu'ils ont amendé le projet.

Le résultat de ces amendements, c'est que les entreprises concernées seront moins nombreuses : 15.000 au lieu de 25.000 : la taxe ne s'appliquera qu'aux entreprises de plus de 150 ouvriers (au lieu de 50) et dont le chiffre d'affaire est supérieur à 30 millions (au lieu de 24). Si Fourcade a finalement accepté ces amendements, c'est qu'il fait confiance aux petites entreprises pour imposer des bas salaires à leurs ouvriers qui ont en général moins de moyens de s'organiser pour la lutte. C'est aussi qu'il compte sur la concurrence et la pression des trusts avec qui elles traitent, pour les obliger à limiter leurs prix de vente.

Pour les patrons soumis à la taxe, il est annoncé que l'inconvénient ne sera que temporaire et apparent. Ils seront remboursés des sommes versées au titre de la taxe conjoncturelle lorsque l'indice des prix n'aura pas dépassé 0,5% durant 3 mois. De plus, les ressources dégagées par la taxe conjoncturelle seront affectées au financement des investissements des entreprises en difficulté ou en restructuration, du genre de l'opération Peugeot-Citroën. C'est à dire que ce qui leur aura été prélevé sous une forme leur sera retourné sous forme de crédits. Par contre, aucun remboursement des travailleurs pressurés par cette Serisette n'est prévu, évidemment.

Derrière le discours gouvernemental présentant la Serisette comme une arme efficace de lutte contre l'inflation, il faut voir en fait un nouveau moyen de la bourgeoisie pour faire payer les difficultés économiques à la classe ouvrière en instituant une police des salaires, et un instrument de restructuration de l'économie. Les travailleurs qui refusent la politique de crise de la bourgeoisie, sauront faire valoir leurs revendications salariales, même si cela fait faire à la «marge» de M. Serisé des bonds imprévus.

CONTRE LA MEDECINE DU PROFIT, LA LUTTE CONTINUE

ambroise paré: malgré les tentatives de division

LA GREVE SE POURSUIT

L'hôpital Ambroise Paré (Boulogne-Billancourt) est en grève illimitée depuis le 19 novembre. Le personnel, et notamment les infirmières, a ainsi montré comment il comprenait la journée d'action nationale: extension de la lutte des postiers à la Fonction Publique. Les principales revendications sont celles communes à l'ensemble de l'Assistance Publique:

- création de 13 000 emplois
- 1700 F minimum, 200 F pour tous
- titularisation des auxiliaires.
- une meilleure formation professionnelle pour les élèves-infirmières et une formation professionnelle réelle pour tous.
- retraite à 55 ans.

Pour la sécurité des malades, il faut une infirmière pour 15 malades, alors qu'actuellement il y a une infirmière pour 35 malades le jour et parfois pour 70 la nuit. Respecter les normes de sécurité établies par le Ministère de la Santé, ce serait supprimer 317 lits sur les 600 d'Ambroise Paré.

De plus, les travailleurs en grève exigent un logement proche de l'hôpital et une crèche pour les enfants du personnel.

Les grévistes se réunissent chaque jour en AG. Ils ont élu un comité de grève comprenant au départ les organisations syndicales CGT et CFDT et des non-syndiqués. La direction de l'hôpital s'est refusée à recevoir le comité de grève, ne voulant discuter qu'avec les syndicats qui regroupent relativement peu de travailleurs de l'hôpital. L'AG a refusé nettement cette tentative de division de la direction.

La lutte a pris d'abord la forme d'une grève administrative: consultations gratuites... et d'une grève du zèle. La grève permet aussi de nouveaux rapports avec les malades: ceux-ci ont signé massivement (257 signatures sur 600 malades), une «Déclaration du personnel aux malades et à leur famille», qui rappelle les revendications et souligne: «la lutte que nous menons pour nos revendications est une lutte dont vous, les malades, serez directement les grands bénéficiaires». Le personnel voit de plus en plus clairement qu'à travers les revendications, se pose en fin de compte le problème d'une médecine au service du peuple et non du Capital comme aujourd'hui.

Alors que la grève ne faisait que s'amplifier, les responsables CGT (après une participation fort discrète) ont commencé ouvertement leur travail de sapa: discussions individuelles pour appeler à la reprise, diffusion par des syndiqués CGT d'un tract du P.C.F. dénonçant le caractère «irresponsable» de la lutte.

Le 29 novembre, en AG, le personnel a rejeté toute idée de reprise et condamné le tract, exigeant une mise au point de la section CGT, celle-ci a répondu par un tract embarrassé où elle devait reconnaître que la distribution du tract était «inopportune» (!) Cependant, la grève se durcissait, les responsables CGT ont évolué vers la trahison complète.

En début de semaine, pour lutter concrètement contre l'habituelle surcharge, les grévistes ont décidé de réduire le nombre de lits dans de nombreuses ailes en descendant les matelas dans le hall.

Le 5/12, prenant prétexte de cette initiative, les responsables CGT se sont retirés du Comité de Grève, ce qui a entraîné un nouvel éclatement de la section: certains syndiqués élus au comité de grève refusent de le quitter, d'autres déchirent leurs cartes. La plupart continuent la lutte.

Le 6/12, la direction de la section CGT répand le bruit que le gouvernement veut fermer l'hôpital si la grève continue.



Après vérifications (à la direction de l'AP et aux Unions Départementales) il s'avère qu'il s'agit d'une nouvelle manœuvre pour briser la lutte.

Le 7/12, la CGT passe, service par service, pour faire pression sur le personnel dans le but de faire cesser la grève et d'envisager d'autres formes de «lutte»: grèves tournantes, etc...

Malgré un échec total, la direction syndicale intervient en AG pour remettre en cause un vote positif à main levée sur la continuation de la grève.

Le même jour, la direction de l'AP fait détourner les urgences par Police-Secours sur les autres hôpitaux de la région alors que le personnel hospitalier en grève ne refuse absolument pas les urgences. Le plan ORSEC est même décrété dans les Yvelines. C'est en fait la fermeture des urgences et une surcharge de travail pour les hôpitaux voisins. Exemple: des lits supplémentaires sont installés à Garches à l'hôpital Raymond Poincaré. La bourgeoisie cherche à semer la confusion et à tromper les travailleurs sur les moyens et les buts de la grève des hospitaliers.

Le personnel d'A. Paré est très vigilant face à ces tentatives d'intox déjà utilisées au moment de la grève des Postes. D'ailleurs la lutte aux PTT est un exemple pour beaucoup de travailleurs d'Ambroise Paré qui voient comment les manœuvres de la bourgeoisie trouvent appui dans le rôle de briseurs de grève joué par les révisionnistes. Cette prise de conscience a renforcé l'unité et la détermination du personnel face au refus de négocier de l'administration.

La lutte continue!

Correspondant Boulogne-Billancourt

LOI BOULIN: LOI DE RENTABILISATION DE L'HOPITAL

Nous publions ici un bref aperçu de la politique hospitalière de la bourgeoisie. Nous y reviendrons plus en détails.

La dégradation de l'hospitalisation des masses dans les hôpitaux, la sélectivité des investissements pour la recherche sur certains cas et pour les techniques de pointe au détriment des soins pour les maladies courantes, le développement du secteur privé dans les hôpitaux «publics», la baisse des salaires, des effectifs, l'intensification du travail etc... sont toutes les conséquences de la politique de rentabilisation capitaliste des hôpitaux «publics» renforcée avec la réforme Boulin du 31 déc. 1970.

● LA REFORME BOULIN = LIMITER LE PLUS POSSIBLE LES FRAIS DE REPARATION DES TRAVAILLEURS MALADES.

Quel objectif suit la bourgeoisie? Le 18 juin 1970, Boulin déclarait au Figaro:

«Si vous m'y aidez, le pari de la médecine libérale sera tenu et gagné; ce pari consiste à maintenir l'exercice libéral de la médecine dans un système de protection généralisé. La difficulté vient de la croissance des dépenses de ce système et de l'insuffisance relative des ressources appelées à le gérer. D'un côté la consommation médicale croît selon une loi dite du «doublement décennal», de l'autre, les recettes suivent suivant les salaires, puisque l'essentiel d'entre elles viennent des cotisations d'assurance-maladie. Le hiatus entre ces deux courbes se traduit par un déficit qui dépassera 10 milliards de F en 1973. Pour éviter ce déficit...il faut rationaliser notre système de santé. L'effort portera en priorité sur le secteur hospitalier qui représente plus de 40% des dépenses maladie: un projet de réforme hospitalière portant sur la coordination des établissements publics et privés sera soumis au Parlement... à la prochaine session».

Pour la bourgeoisie le but était double

- 1) Réduire les dépenses de santé du budget de l'Etat
- 2) En organisant une politique de coordination des investissements des capitaux publics et des capitaux privés et non en développant une concurrence anarchique telle que les hôpitaux public équipés par l'Etat capitaliste perdraient toute une part de leur clientèle au profit des cliniques privées. Pour ce faire, une carte nationale hospitalière a été édictée, subordonnant au contrôle de l'Etat toute implantation de cliniques ou d'hôpitaux afin que la bourgeoisie

puisse répartir les investissements, au mieux de ses intérêts. De fait comme le montre la lutte pour la polyclinique de Grande Synthe, l'application de ces mesures tient compte des intérêts locaux de la bourgeoisie, des groupes de pression politiques rassemblant des médecins.

-en équilibrant les dépenses de santé avec les recettes prélevées sur les salaires par la Sécurité Sociale.

C'est dans la logique de cette politique, que les ordonnances réduisant les prestations de la Sécurité Sociale versées aux travailleurs, avaient été promulguées en 1967, que le gouvernement a récemment présenté la réforme de la Sécurité Sociale en faisant payer les déficits des régimes particuliers par le régime général, que la sécurité sociale est en train de mettre en forme un «profil du malade» afin de déterminer la moyenne des jours de maladie et de médicaments donné en France pour pouvoir imposer ensuite une limitation de la quantité de soins remboursés.

2) Mais l'objectif principal était, au mépris de la santé des malades, une rentabilisation capitaliste plus grande du secteur public d'hospitalisation qui rien que pour Paris, représente 35 000 lits et 55.000 employés...

● LES MOYENS DE CETTE RENTABILISATION...

-En associant les hôpitaux en groupements inter-hospitaliers l'Etat capitaliste les a doté de véritables conseils d'administration et a renforcé les pouvoirs du directeur en prenant modèle sur l'usine capitaliste, son conseil d'administration et son patron. En fait il s'agit par toute une série de mesures (association des médecins chefs à la gestion de leurs services, possibilité pour les hôpitaux de «recourir à l'emprunt au taux normal du marché») de moderniser la gestion capitaliste des hôpitaux. L'objet principal de ces mesures c'est de transformer tout l'appareil public d'hospitalisation (dont l'Assistance Publique est le meilleur exemple) en trust d'Etat, rentable, concurrentiel. C'est la logique même du développement du capitalisme qui fait de tous les aspects de la vie sociale une source de profits. En ce domaine l'Etat bourgeois a joué, un rôle de centralisation et d'organisateur.

● LES PATRONS DE LA MEDECINE Y TROUVENT LEUR COMPTE

La rationalisation des hôpitaux consacrant la main-mise de l'Etat sur la santé, celui-ci s'est heurté à l'opposition d'une partie du corps médical. Ainsi, les médecins hospitaliers dont l'hôpital était le

les quelques miettes accordées aux négociations on est loin du compte

En guise de réponse à la grève des hôpitaux de l'Assistance Publique et aux revendications des travailleurs hospitaliers, des négociations ont eu lieu le 3 décembre au cours desquelles Pallez, le directeur général de l'Assistance Publique, a fait aux syndicats quelques promesses.

Comme pour les postiers, la bourgeoisie s'est contentée d'un saupoudrage de miettes visant à accélérer le mouvement de reprise qui s'était amorcé. Ces miettes ont été qualifiées d'«importants succès» par «l'Hum» du 4 décembre.

Pour les 1700 F et les 200 F uniformes, les hospitaliers sont renvoyés aux négociations du 13 décembre dans la fonction publique... une fois de plus les revendications essentielles sont passées sous silence.

-A la revendication de titularisation des 50 000 auxiliaires, Pallez propose la titularisation d'une centaine d'intermittents sans concours s'ils ont plus de 4 ans d'ancienneté et un concours pour titulariser 250 secrétaires.

-Pallez prévoit bien la création de 1500 emplois par an, mais qu'est-ce que cela

veut dire quand les conditions de travail sont détestables et les salaires misérables... quand cette promesse est subordonnée à un déblocage de crédits qui est aujourd'hui pour le moins hypothétique.

-Quant à la prime de service dont 1/700 sautait à chaque jour de maladie, afin de contraindre les hospitaliers à une présence à l'hôpital où il y a pénurie d'effectifs, elle ne sera plus amputée en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de maternité, mais l'aspect le plus important est oublié, elle continuera de sauter quand les travailleurs surmenés et malades du fait des conditions de travail seront contraints de se mettre en maladie... la prime de service restera une prime contre l'absentéisme.

-Réduction de travail d'une heure par jour pour les femmes enceintes à partir du 3^e mois, mais s'il n'y a personne pour prendre le relai, cette heure ne risque-t-elle pas d'être supprimée dans les faits par l'administration, coutumière de ce genre de pratiques.

-Un dimande sur deux au lieu de un sur trois, comment cela sera-t-il

possible dans le cadre de la pénurie actuelle?

-Pour les travailleurs immigrés des Antilles, de la Réunion, ils auront un «dédommagement» pour se rendre dans leur pays, le but étant d'aller «par étapes» vers un voyage payé en 1977. Belle largesse de la bourgeoisie qui pille les colonies et déporte des milliers de travailleurs.

-Enfin, les femmes de ménage «remplissant les conditions» seront recrutées «prioritairement» (c'est à dire en fonction des crédits) comme agents hospitaliers; et trois jours supplémentaires leur sont accordés.

En fait, «cet important succès» sur des questions «pendantes depuis 10 ans» n'est qu'une suite de concessions extrêmement minimes sur des problèmes particuliers; le fond même de la politique de rentabilisation capitaliste des hôpitaux n'est pas remis en cause. En présentant comme des succès ces miettes, les révisionnistes donnent un avant-goût des «largesses» qu'une fois au gouvernement, ils seront prêts à accorder pour la satisfaction des justes revendications des travailleurs de la Santé.

«ANNEE DE L'HYGIENE» A L'ASSISTANCE PUBLIQUE...

La direction des hôpitaux de l'Assistance Publique a décrété cette année: «l'année de l'hygiène».

Il paraît qu'il faut en mettre un coup du côté de l'hygiène dans les hôpitaux pour mettre fin à une série de scandales (3 bébés morts à la maternité de Port Royal par une maladie contagieuse) et de bruits qui courent selon lesquels on attrape plus de maladies dans les hôpitaux que l'on en guérit. Des réunions sont organisées par les patrons, puis par les surveillants, on fait faire des stages aux agents hospitaliers où on apprend à faire le ménage avec des petites brosse, des chiffons, 3-4 sortes de produits, de la gaze molle pour faire un balayage humide, etc... Mais lorsqu'on revient dans son service, la réalité, c'est 18, 20 chambres à laver plus les bureaux des patrons, des infirmières, des surveillantes, les sanitaires, etc... Tout cela seule ou à deux dans le meilleur des cas, la réalité, c'est un coup de serpillière, c'est des murs dégoûtants, des tables à repas encrassées, des vitres qui doivent être faites une fois par an et à travers lesquelles on ne voit rien. C'est, lorsqu'un malade part, sa chambre faite «à fond», c'est à dire comme d'habitude: lavage du sol et lit refait, mais les couvertures ont à peine le temps de refroidir, les murs ne sont pas lessivés, les meubles non plus et la désinfection qui ne vient que dans de rares cas.

Cette campagne pour l'hygiène sert en vérité à masquer la pénurie de matériel et de personnel et à rendre plus efficace le personnel car, comme on nous l'a dit à quelques mots près: «s'il manque du matériel, c'est qu'il y a du gaspillage et du vol et s'il manque du personnel, c'est qu'il y a beaucoup de temps perdu par un travail peu rationnel».

Non, l'hygiène, ce n'est pas cette mascarade qui veut nous rendre responsables, nous, agents, infirmières.

Oui, l'hôpital c'est dégoûtant et nous sommes souvent bien amères de ne pouvoir faire notre travail comme il devrait l'être: au service réel du malade!

Un agent hospitalier des hôpitaux de l'A.P.

LOI BOULIN

(suite de la p 6)

royaume du matin et leur clinique celui de l'après-midi se sont souvent opposés à l'instauration du plein temps hospitalier (obligation pour le médecin de passer 8 heures par jour à l'hôpital), mesuré devant retenir un certain nombre de médecins pour faire tourner le lourd équipement hospitalier, face à la concurrence des cliniques privées.

En échange, les médecins acceptant le plein temps, se sont vus attribués de véritables «ailes privées» dans leurs services, le chef de service étant associé largement aux bénéfices de ce secteur privé tandis que le malade, généralement aisé, paie plus cher pour être mieux soigné, mieux surveillé et bénéficier d'un plus grand confort que dans les services «normaux» où les malades sont victimes du manque de personnel et de moyens.

Ajoutons que les contraintes imposées aux médecins à plein temps sont très relatives puisque dans les faits, le plus souvent ils viennent aux heures qui leur conviennent et ne consacrent que fort peu de temps aux malades. Certains continuent de posséder des cliniques privées, tels des grands patrons de la chirurgie qui expérimentent d'abord à l'hôpital, des techniques, pour les utiliser ensuite dans leurs cliniques du 16^e et ailleurs.

● LES HOPITAUX QUI RAPPORTENT...

La réglementation de 70 a également divisé les hôpitaux en plus et moins rentables. Ainsi, dans les hôpitaux pour malades aigus (adultes ou enfants), c'est à dire pour des gens qui redeviendront des producteurs ou qui sont destinés à le devenir, le personnel est plus nombreux, l'équipement plus lourd, l'encadrement médical plus solide. Les patrons qui pratiquent une médecine de pointe et des opérations de haut niveau dans ces secteurs sont aussi directement intéressés pour l'argent et le prestige que cela leur rapporte.

●...ET CEUX QUI RAPPORTENT MOINS

Par contre, dans les établissements pour malades chroniques et les hospices peuplés en général de vieux travailleurs, qui ne sont plus en état de produire, le personnel est rare, souvent moins qualifié, l'équipement réduit au strict minimum. Le service de médecine générale de l'hôpital de la Pitié à Paris où sont délaissés de nombreux malades chroniques, est un exemple de cette médecine pour le profit. On a entassé dans les services de médecine générale tous ceux que la médecine de pointe ne veut pas. Tous les malades le disent: «Quand tu es catalogué comme chronique, tu n'es pas soigné».

● RENTABILISATION CONTRE LE PERSONNEL

Enfin, la rentabilisation capitaliste s'est développée sur le dos du personnel hospitalier: salaires très bas, réduction des effectifs et augmentation de la charge de travail, développement de l'emploi des élèves-infirmières, des agents sous contrat, utilisés comme bouche-trous... d'où la grève aujourd'hui.

Des travailleurs hospitaliers constatent ainsi que les services qui tournent avec le personnel le plus au-dessous des normes sont jugés plus rentables et obtiennent alors plus facilement que les autres services des rénovations de locaux, par exemple.

● TRAVAILLEURS HOSPITALIERS ET HOSPITALISES: NON A LA MEDECINE DU PROFIT!

Le récent mouvement de grève des travailleurs hospitaliers a montré leur refus massif du profit comme moteur dans la santé. En effet, le personnel hospitalier, avec l'ensemble des malades d'origine populaire, subit la politique de classe de la bourgeoisie.

Le même Etat qui établit une discrimination entre les malades selon la classe sociale, exploite, déqualifie, licencie le personnel hospitalier.

En luttant pour les 1700 F minimum, les 200 F pour tous aux côtés des postiers, les travailleurs des hôpitaux ont montré leur refus du chantage à la crise et de l'exploitation capitaliste. En luttant pour l'augmentation des effectifs et des salaires, l'amélioration de la qualité des soins, en dénonçant la médecine de classe, ils posent les bases d'une alliance solide avec la classe ouvrière.

Giscard et Ford à la Martinique le 14 décembre

LE PEUPLE MARTINIQUEAIS EN LUTTE CONTRE L'OPPRESSION COLONIALE.

C'est à Fort-de-France, capitale de la Martinique, que Giscard d'Estaing rencontre le président américain Ford, le 14 décembre. Giscard d'Estaing entend marquer à cette occasion que la Martinique est une «terre française». Une telle prétention ne saurait masquer la réalité: le peuple martiniquais rejette de plus en plus fermement la domination coloniale de la France avec son cortège de pillages, de misères. Le lieu même de la rencontre du 14 décembre, Fort-de-France, est une ville riche en traditions de luttes, une ville marquée par les manifestations de masse comme celle des ouvriers agricoles en grève, le 12 février dernier, ville marquée aussi par une répression impitoyable des forces françaises, c'est à Fort-de-France, devant le Prinsinic de la ville, qu'en Mai 71, le lycéen martiniquais, Gérard NOUVET fut assassiné par une grenade de l'armée, alors qu'il manifestait contre la venue de Messmer. Les traditions de luttes de Fort-de-France contre la domination coloniale, contre les conditions d'existence qu'elle impose, sont celles de toute la Martinique, comme l'ont montré les nombreuses grèves et manifestations des différentes catégories de la population martiniquaise durant les deux premiers mois de cette année.

Dans cette colonie française, située à 7000 km de la France et proclamée «département français d'outre-mer» depuis 1946, avec l'appui des ministres du PCF, le peuple voit ses conditions d'existence se détériorer de jour en jour.

LE COLONIALISME FRANÇAIS AFFAMEUR DU PEUPLE MARTINIQUEAIS.

Le coût de la vie, supérieur de plus de 40% à ce qu'il est en France, s'élève sans cesse, c'est le cas notamment pour le riz, nourriture de base du peuple martiniquais. Les salaires, eux, restent très bas: le SMIC est fixé à 20% au dessous du SMIC français. Les conditions de travail sont particulièrement dures: c'est ainsi que les ouvriers agricoles, catégorie la plus importante, n'ont même pas droit à la protection contre les produits toxiques utilisés dans l'agriculture, tandis que pour les dockers, par exemple, la mécanisation capitaliste intensifie le travail et supprime de nombreux emplois.

Le chômage atteint des proportions considérables: plus de 60.000 chômeurs soit 1/5 de la population totale évaluée à 340.000 personnes. Officiellement, seulement une cinquantaine d'emplois ont été créés depuis le début 74 tandis que près de 3.000 étaient supprimés depuis le 1er janvier 73. Pourtant, le gouvernement français a refusé même l'allocation-chômage.

La jeunesse martiniquaise n'a souvent d'autre perspective que l'émigration organisée par les autorités françaises.

Et quelle perspective! Beaucoup, quand ils ne sont pas chômeurs en France, se retrouvent auxiliaires des PTT, filles de salle dans les hôpitaux... Ils prennent aujourd'hui une part active aux luttes de ces secteurs tout en faisant valoir leurs revendications spécifiques de travailleurs immigrés.

Les conditions de travail, d'hygiène, de vie imposées par la «présence» française en Martinique sont telles que c'est l'existence même du peuple martiniquais qui est menacée. Alors que l'espérance moyenne de vie, à la naissance, est en France de 68 ans pour un homme, elle n'est que de 54 ans en Martinique. La mortalité infantile est élevée: 44 décès avant l'âge d'un an pour 1000 naissances, contre 17/1000 en France. Un tiers, au maximum, des enfants scolarisés passent des examens médicaux. Manifestation évidente de la politique démographique de l'impérialisme: à l'inverse de la France, en Martinique, les autorités françaises ont institué des allocations familiales avec un **taux dégressif**: leur montant diminue au fur et à mesure que le nombre d'enfants d'une famille augmente.

Une telle situation pour le peuple de Martinique, est la conséquence directe de la domination coloniale française qui contrôle l'île avec son administration (dont les fonctionnaires venus de France voient leur traitement doubler dans le même temps qu'ils bénéficient d'un abattement spécial de 30% sur l'impôt sur le revenu), son armée et s'appuie sur les gros propriétaires de la campagne et les compagnies françaises d'import-export qui sont les piliers de cette domination. Les premiers, les «békés» font trimer les ouvriers agricoles tandis que les sociétés font la loi dans les échanges, pour imposer des bas prix aux exportations et des prix élevés aux importations. Non seulement, la France s'est opposée à toute industrialisation de la Martinique, mais elle a aussi empêché les cultures vivrières, tel le riz, qui auraient permis à la population de se nourrir avec les produits locaux, au profit des cultures pour l'exportation, telles la canne à sucre ou la banane, achetées à bas prix, ce qui ruine les petits planteurs et revendues au prix fort par les sociétés d'import-export dont les békés, qui en sont actionnaires, tirent largement parti.

LE MARCHÉ COMMUN: UN MOYEN POUR RENFORCER LE PILLAGE.

Le Marché Commun n'a fait qu'aggraver cet état de choses pour la Martinique et les autres pays des Antilles, renforçant l'échange inégal avec la métropole impérialiste. Ainsi, le tarif douanier commun aux pays du Marché Commun destiné à protéger les produits qu'ils fabriquent, dans la mesure où il est imposé à la Martinique, entraîne un prix élevé pour tout produit fabriqué hors du



les travailleurs du journal «France-Antilles»

Marché Commun et importé en Martinique. Les pays du Marché Commun, eux, peuvent écouler librement leur production aux Antilles même lorsque celle-ci perturbe la production locale, comme les poulets et les œufs de Hollande.

Par contre, le Marché Commun fait que la production locale de la Martinique destinée à l'exportation rapporte de moins en moins aux travailleurs de ce pays. Ainsi les pays du Marché Commun laissent entrer librement à l'intérieur de leurs frontières des produits agricoles tropicaux qui concurrencent ceux de la Martinique et des Antilles, c'est le cas pour les bananes de la Côte d'Ivoire, alors que la Martinique est obligée d'écouler sa production de sucre au tarif européen nettement inférieur au cours mondial actuel.

Dans ces conditions, même les cultures destinées à l'exportation périclitent, les emplois diminuent sur les plantations aussi bien que dans les quelques usines de transformation liées à ces cultures et qui ferment les unes après les autres (15 usines après-guerre, 2 aujourd'hui).

LE DEVELOPPEMENT DU PARASITISME

L'impérialisme français, qui détruit quasiment toute activité productive sur l'île, y développe le parasitisme, le tourisme pour riches. Dans le dernier voyage qu'il a effectué aux Antilles, début septembre, Olivier Stirn, le secrétaire d'Etat aux soi-disant départements et territoires d'Outre-Mer, a consacré sa journée passée en Martinique à la question du tourisme «parce que le tourisme, a-t-il déclaré, représente ici, une chance économique et humaine de première grandeur».

Pour qui? Le projet d'aménagement des Salines, au Sud de la Martinique, en une «riviera touristique» avec villas, hôtels de 3 à 5 étoiles, casinos, golfs,

marina pour 600 bateaux de plaisance, aéroport spécial... donne la réponse. La société d'aménagement dirigée par le fils de Roger Sablé, député Républicain Indépendant et les autres investisseurs bénéficieront d'importants allègements fiscaux de l'Etat français qui financera toute l'infrastructure, dont les installations en eau potable et en électricité de ce complexe touristique.

Ces dépenses pour le tourisme de milliardaires n'entraînent aucune source nouvelle de revenus pour le peuple de Martinique dans la mesure où la quasi-totalité des produits achetés par les touristes sont importés de France, des Etats-Unis et d'autres pays.

INDEPENDANCE POUR LES COLONIES

La rencontre en Martinique des présidents américain et français symbolise aussi la coopération impérialiste contre les luttes de libération des peuples de cette région. La participation du préfet de la Martinique aux conférences annuelles sur la lutte anti-guerilla qui se tiennent à Panama, avec exercices des «bérets verts» américains, en est une illustration.

Mais, le dispositif de répression mis en place par l'impérialisme français, les assassinats et les procès qui se sont succédés tout au long de l'année 74 contre les ouvriers agricoles grévistes ne peuvent empêcher la lutte des masses martiniquaises de se développer. Luttés comme celles de janvier-février 74 qui, par son ampleur et l'affrontement avec les forces armées dépêchées par l'Etat français, mettait à l'ordre du jour, malgré l'hostilité du parti de Césaire et du parti révisionniste local, l'indépendance comme condition indispensable pour mettre fin à l'exploitation, au pillage de la Martinique.

Jean-Paul GAY.

contre les licenciements, en solidarité avec les prisonniers politiques

LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS ENTRENT MASSIVEMENT EN LUTTE

La classe ouvrière et les peuples d'Espagne sont entrés depuis plusieurs mois plus massivement que jamais, dans des luttes de grande ampleur, contre la hausse des prix, les milliers de licenciements et contre la répression fasciste, pour la libération des prisonniers politiques.

Après la grande grève et les manifestations de dizaines de milliers de travailleurs, en particulier à FASA-Renault de Valladolid, de Vigo, à Barcelone, la lutte a repris contre la réduction autoritaire des horaires dans l'automobile, contre les licenciements et les mises à pied. A l'usine SEAT de Barcelone, dans les usines de Pampelune, comme l'usine Supersat, à la société de Matériel électrique FECSA, à la fabrique de machines à café LAGOIA, à l'usine de chimie PIRELLI, les grèves se sont multipliées. A Madrid, les postiers et les ouvriers du bâtiment ont manifesté. Dans ces grèves, les travailleurs soutiennent la lutte des prisonniers politiques. Le 2 décembre, 10.000 ouvriers ont arrêté le travail dans une vingtaine d'entreprises de Saint Sébastien pour demander la libération des prisonniers politiques. Dans la province de Guipuzcoa, 2000 travailleurs se mettaient en grève dans le même but.

Dans les prisons où la dictature franquiste les enferme, les prisonniers politiques manifestent, font la grève de la faim. Partie de Bilbao, la lutte dans les prisons s'est étendue à 25 prisons, et de nombreux détenus ont dû être conduits à l'infirmerie. Ils rencontrent le soutien massif de la population qui leur apporte sa solidarité par des manifestations, comme les femmes de Barcelone qui exigeaient la libération des détenus politiques de la prison voisine.

Devant cette montée des luttes, le gouvernement multiplie les arrestations, les

condamnation à des peines de prison à vie (78 ans de prison pour des Basques accusés d'appartenir à l'ETA). Eva Forest, accusée de l'attentat de la Puerta del Sol, de toute évidence perpétré par les fascistes, et de plus de l'exécution de Carrero Blanco, risque la peine de mort, ainsi que ses camarades, maintenus au secret pendant 2 mois, sauvagement torturés!

La bourgeoisie espagnole hésite sur la voie à suivre après la mort de Franco. Certains veulent continuer comme par le passé. D'autres préféreraient une solution plus «libérale». Ne voit-on pas le social-démocrate Ruiz Gimenez, dirigeant de la Social Démocratie Libérale, ancien ministre de l'éducation, prendre l'initiative d'une pétition pour l'amnistie des prisonniers politiques, et G. Walker, une des plus grosses fortunes du pays, pro-américain notoire (lié à Rockefeller) déclare au journal «Diario Barcelona»: «la droite... démocratique et donc intelligente cherche à se débarrasser du lourd fardeau du passé en vue d'établir un dialogue avec la gauche, maintenue à tort dans la clandestinité. L'entente est plus que jamais nécessaire. Nous avons à payer la note, mais le jeu en vaut la chandelle!» Santiago Carrillo, dirigeant du PC(E) n'a-t-il pas lui-même dit qu'il fallait travailler avec la droite «civilisée». La classe ouvrière et les peuples d'Espagne n'entrent pas dans ces négociations! Ils savent que seule leur lutte pourra les affranchir du fascisme, et sauront être vigilants pour que d'autres qui ont en main des certificats d'exploiteurs patentés ne prennent pas la relève.

Liberté pour tous les emprisonnés et les exilés!

Non aux licenciements!

A bas la dictature!

Monique CHERAN.

LA RENCONTRE BREJNEV-GISCARD : une coopération sur le dos des peuples

La visite de Brejnev à Giscard s'est soldée par une série d'accords économiques et politiques qui, d'après Novosti, (agence d'information soviétique) marquent la volonté commune «de lutter pour rendre la détente irréversible».

DES ACCORDS ENTRE IMPERIALISTES.

La position commune de l'URSS et de l'impérialisme français à propos du Moyen Orient est une illustration de cette «détente»: l'un et l'autre complotent «pour la reconnaissance du droit de chacun des Etats de la région à vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues»: en clair, pour l'existence de l'Etat d'Israël, donc, pour tenter d'imposer à la Résistance Palestinienne de renoncer à la lutte de libération nationale. L'impérialisme français et l'URSS s'entendent contre les peuples du Moyen Orient, même s'ils se disputent des positions privilégiées dans chaque pays comme le montre la visite de Chirac en Irak.

Les accords économiques entre les deux pays ont occupé le devant de la scène, par le caractère spectaculaire donné à la signature «du plus important paquet d'accords jamais conclu entre les deux pays»: qui a constitué le point culminant de la rencontre, la preuve de son succès, et de la «nouvelle qualité des relations entre les deux pays».

Un paquet d'accords portant sur 15 milliards de francs de commandes aux trusts français, étalées sur 20 ans, a été signé. En retour, l'Union Soviétique doit livrer 2 milliards et demi de m3 de gaz chaque année de 1976 à 1980 et 4 milliards de m3 de 1980 à 1996. De tels accords conduisent à doubler en valeur le commerce franco-soviétique dans les cinq premières années, ce qui le laisse encore loin derrière le commerce germano-soviétique, trois fois plus important. De plus, les échanges avec l'Union Soviétique ne représentent qu'un peu plus de 1% du commerce français.

Pour autant un tel paquet d'accords est loin d'être négligeable: les trusts français, avides de marchés, y trouvent des débouchés extrêmement rémunérateurs, en exportant des usines clefs en mains. Péchiney est le maître d'œuvre du plus gros ensemble du monde de traitement du minerai de bauxite, importé de Guinée par l'URSS; une usine sera sur la Mer Noire, l'autre en Sibirie. Crausot-Loire obtient la construction de quatre unités de production d'ammoniaque, la Télémechanique associée avec Renault-Industrie d'une usine de contacteurs, ceci, pour les points les plus importants.

Dernière les sourires et les poignées de main qui ont sanctionné les accords se cache une âpre lutte: la nouvelle bourgeoisie soviétique cherche à accentuer l'exploitation de la classe ouvrière d'Union Soviétique en faisant appel aux trusts impérialistes; mais l'impérialisme français n'est pas seul sur les rangs; les trusts allemands et américains leur disputent les mêmes marchés.

Brejnev a mis à profit la soif de marchés des trusts français et la concurrence impérialiste pour obtenir des conditions avantageuses. Il a obtenu des prêts importants: 12 milliards et demi pour des commandes de 15 milliards. Sur les taux d'intérêt, la dispute a été particulièrement sévère: l'impérialisme français voulait augmenter les taux d'intérêts consentis jusqu'alors, si bien qu'il n'a finalement pas été déterminé, l'impérialisme français se proposant de se renseigner auprès des impérialistes allemands sur les taux qu'ils pratiquent à l'URSS.

L'Union Soviétique a accepté de réactualiser les accords décidés en 1972 sur la livraison de gaz. Mettant à profit les soucis de l'impérialisme français de diversifier ses sources de matières premières, l'URSS a essayé d'obtenir les prix les plus avantageux: ils seront au moins doubles de ceux retenus en 1972, mais l'Union Soviétique désirait obtenir un prix encore double. Aucun accord n'ayant été conclu, le prix du gaz soviétique sera l'objet d'un difficile marchandage avant sa livraison en 1976.

La «coopération économique» est en fait une lutte sans cesse renouvelée par leur avidité entre deux impérialismes pour arracher de meilleures conditions; les accords «exemplaires» de

Rambouillet n'échappent pas à la règle, sur deux points clés, la dispute est ouverte: les taux d'intérêts et le prix du gaz, chacun des deux impérialismes se réservant une carte pour contrecarrer les appétits de l'autre.

LE SOCIAL-IMPERIALISME CHERCHE A SE TAILLER UNE PLACE EN EUROPE DE L'OUEST.

La visite de Brejnev à Giscard, sous tous ses aspects revêtait une importance qui dépassait les seuls accords économiques: Brejnev poursuit avec obstination la pénétration de l'URSS en Europe Occidentale. Au niveau économique, Brejnev a obtenu qu'une partie des remboursements des prêts soit effectuée en produits finis ou semi-finis (aluminium notamment) fabriqués dans les usines créées par les trusts et grâce aux crédits français. Il vise ainsi à créer un mouvement commercial de produits soviétiques, autres que les matières premières, pétrole ou gaz, sur le marché européen, et gagner ainsi des positions économiques sur un marché où il parvenait difficilement à entrer en concurrence avec les produits allemands, américains.

S'assurer des positions économiques en Europe est un des moyens pour l'URSS de pénétrer en Europe. Les autres moyens sont militaires et politiques. Les 600 000 hommes et les puissantes armes concentrés aux frontières d'Europe orientale sont une pression permanente exercée sur les pays européens, qui donnent la mesure exacte de la «détente» en Europe vue par Brejnev.

Du point de vue politique et diplomatique, l'achèvement de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui doit notamment consacrer les frontières de 1945, doit selon les plans de Brejnev, s'achever sur un sommet à Helsinki des 36 chefs d'Etat des pays participant à la conférence pour signer les accords finals de la CSCE. Un tel sommet consacrerait avec éclat le rôle que l'URSS entend jouer en Europe, par le succès important qu'il représenterait pour la diplomatie soviétique et la reconnaissance qui en serait faite au plus haut niveau.

Pompidou ne s'était jamais engagé à participer à une telle conférence. Giscard a fait le geste qu'espérait Brejnev en acceptant que soit évoquée dans le communiqué commun «la signature des documents finals au niveau le plus élevé»: en clair s'engageant à se rendre à Helsinki quand la CSCE aura abouti.

A peu de frais, Giscard a pu ainsi donner à Brejnev des garanties que les tendances à enterrer certains aspects de la politique extérieure gaulliste, en particulier en se rapprochant sur diverses questions de l'impérialisme US, ne remettait pas fondamentalement les liens entre l'impérialisme français et l'URSS inaugurés par de Gaulle en 1966. D'abord parce que les accords économiques sont avantageux, ensuite parce que Giscard n'a fait qu'aller dans le sens de Ford qui, à Vladivostok, a déjà donné son accord à Brejnev pour se rendre à Helsinki.

A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME! A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS!

Ce qui domine de bout en bout la rencontre de Rambouillet, c'est que c'est une rencontre de rapaces. Rapaces contre la classe ouvrière des pays qu'ils exploitent et rapaces à l'égard l'un de l'autre, malgré leurs sourires. Dans cette âpre lutte, le trait dominant est que le social-impérialisme utilise la prétendue «détente» pour se tailler une place en Europe. Ainsi, ce qui est appelé «détente» est une série de pressions de toutes natures, visant à modifier les équilibres en Europe, et accroissent par là les contradictions entre les deux super-puissances, entre les pays impérialistes européens, entre ceux-ci et l'une ou l'autre des deux super-puissances. Ce qui aboutit inévitablement à des pressions constantes et à des conflits de tous ordres.

Ni les peuples d'Europe, ni les peuples d'Union Soviétique n'ont intérêt à une telle «détente» qui masque et sert une politique d'agression et de rapine.

Grégoire CARRAT.



les accords Brejnev-Ford : des accords pour l'accroissement des armements

L'une des pièces maîtresses de la détente selon le social-impérialisme, ce sont les accords avec les USA. Chelepine, citant Guss Hall secrétaire du parti révisionniste US, affirme: «Le Capital monopoliste américain révisé ses positions en fonction de la nouvelle situation due à la détente, bien entendu pour servir ses propres intérêts. Or ses intérêts, ce sont toujours les profits. Seulement en l'occurrence, cela coïncide avec l'intéressement de notre peuple à la paix, au commerce qui signifie l'emploi de sorte que ces intérêts coïncident. Ce qui donne la force à la politique de détente».

La découverte de la convergence des intérêts de l'impérialisme et des peuples est à coup sûr une innovation à l'actif de la convergence des intérêts de l'impérialisme et du social-impérialisme contre les peuples du monde. La volonté de paix des deux superpuissances se mesure en tonnes de bombes qu'ils accumulent de part et d'autre au cours de leur confrontation pour l'hégémonie. En témoigne la conclusion de l'accord que Ford et Brejnev viennent de signer à Vladivostok.

Les Etats-Unis et l'URSS se sont mis d'accord pour fixer le plafond de leurs armements entre 1975 et 1985 à 2400 lanceurs de fusées intercontinentales équipées de charges nucléaires. Ainsi l'Union Soviétique qui en possède un peu plus devra, en principe réduire le nombre de ses vecteurs, tandis que les Etats-Unis pourront créer 253 lanceurs de plus, bombardiers ou sous-marins, appliquant des projets en cours.

Les deux superpuissances se sont entendues pour que 1320 de ces vecteurs soient équipés de fusées à ogives multiples (MIRV) les Etats-Unis ralentiront à peine leur programme, puisqu'ils n'ont, jusqu'à présent équipé en MIRV que la moitié du nombre fixé à Vladivostok, tandis que l'URSS en installera 1320, car ce système n'équipait pas encore les missiles soviétiques.

De plus, l'accord de Vladivostok ne limite pas les engins à moyenne portée ni les armes classiques. «L'accord de Vladivostok, a dit Ford, a établi une ferme limite à la course aux armements stratégiques. Je pense que les générations futures nous en remercieront». Voilà qui ne manque pas de cynisme quand les deux superpuissances s'accroissent tout simplement l'une à l'autre la permission d'accroître leur puissance de feu à un rythme tout à fait semblable à celui qu'elles prévoyaient avant la signature de l'accord.

à l'appel de notre parti, de nombreux meetings contre la venue de brejnev

caen

Un meeting-débat s'est tenu à Caen à l'occasion de la venue du chef de file du social-impérialisme, en France. Dans une première intervention un camarade du Parti a expliqué pourquoi en URSS, premier état socialiste, le capitalisme avait pu être restauré, comment une nouvelle classe bourgeoise s'était installée et exploitait la classe ouvrière soviétique. Mais l'intervention montrait aussi qu'aujourd'hui, l'Union Soviétique est un pays social-impérialiste (socialiste en paroles mais impérialiste dans les faits) qui pratique une politique de pillage et de superpuissance visant à s'assurer la meilleure place dans le monde face à l'impérialisme US.

Face à cela le camarade a souligné qu'en Albanie les masses, sous la conduite du PTA, continuent à édifier le socialisme et à combattre résolument le révisionnisme. Il a réaffirmé que notre Parti saurait tirer les expériences de la Révolution d'Octobre et s'en servir pour notre propre révolution. Après qu'un camarade ait analysé la véritable crise que traverse la bourgeoisie française actuellement, crise essentiellement politique, un débat s'est instauré. Débat enrichi par les témoignages sur l'édification du socialisme, de

travailleurs revenant de Chine et d'Albanie.

De nombreuses questions ont été posées au cours de la discussion sur la Santé, l'école, les paysans en Chine et en Albanie, sur la façon dont se manifestent les aspirations révolutionnaires en France; des questions aussi sur le bilan que l'on peut tirer de la grève des PTT, qui ont permis de démasquer le rôle de complices de la bourgeoisie que le P.C.F. a tenu.

Ce meeting a montré l'enthousiasme et l'espoir que soulève chez les travailleurs la perspective du socialisme.

Corr - CAEN

paris

Vive la Révolution russe d'Octobre 1917! A bas les nouveaux trucs! Inscrits sur des drapeaux rouges à l'effigie de Lénine et de Staline, tels étaient, sur nos affiches, les mots d'ordre qui appelaient à notre meeting de dénonciation de Brejnev, chef de file du social-impérialisme, en visite officielle en France.

Nous avons d'abord retracé le déroulement historique de la Révolution prolétarienne d'Octobre, qui ébranla définitivement le vieux

monde capitaliste (c'est le film «Lénine en Octobre» qui a clôturé le meeting). Pour en tirer les enseignements essentiels qui nous guident aujourd'hui sur la voie de notre Révolution: la nécessité de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme pour préparer l'insurrection armée, la nécessité de l'alliance des ouvriers et des paysans, la nécessité du Parti Communiste, armé de la théorie révolutionnaire vivante qui sache, comme le Parti Bolchévique, mais dans des conditions nouvelles, faire converger en une seule force l'énergie révolutionnaire des masses.

Nous avons ensuite montré comment l'Union Soviétique de Lénine et de Staline avait pu changer complètement sa nature, était tombée aux mains d'une nouvelle bourgeoisie, s'était transformée en une puissance social-impérialiste, après que Krouchtchev et sa clique se soient emparés de la direction du Parti et de l'Etat. Face à cela, l'exemple enthousiasmant du Parti Communiste Chinois qui, tirant les leçons de la première expérience de socialisme au monde a su mobiliser les masses contre le révisionnisme et mène, à leur tête dans tous les domaines, la lutte pour l'édification du socialisme.

Enfin, nous avons souligné la fragilité de l'entente entre les deux superpuissances qui repose, en fait, sur

une rivalité acharnée; la faiblesse irrémédiable de leurs prétentions à l'hégémonie face au mouvement historique des peuples qui veulent la révolution, des nations qui se libèrent et des pays qui exigent leur indépendance. Que l'Europe soit un enjeu important des deux superpuissances ne doit pas nous amener à surestimer leurs forces: au contraire, en France, nous devons exploiter au maximum cette situation qui contribue à la crise politique de l'impérialisme français, pour développer le combat révolutionnaire, préparer la révolution qui l'abattra.

lyon

Ce meeting a été l'occasion de réaffirmer l'espoir et l'enthousiasme qu'a soulevé, pour des millions de travailleurs, la Révolution d'Octobre. Rappelant dans quelles conditions historiques la construction du socialisme s'est engagée sous la direction de Lénine puis de Staline, le Parti a montré que la dégénérescence du P.C.U.S. a restauré le capitalisme en URSS, a transformé le premier Etat socialiste au monde en un pays impérialiste. Une fois apportées des explications concrètes et détaillées sur le rôle actuel

de l'URSS dans le monde et en Europe, un débat a permis d'apporter des témoignages de travailleurs sur l'édification du socialisme en Albanie et le rôle joué par le PTA dans la lutte contre le révisionnisme moderne et le social-impérialisme soviétique. Le meeting s'est terminé par la projection du film révolutionnaire soviétique: «Le cuirassé Potemkine».

provocations contre notre parti

► A Paris, avant le début de notre meeting, des policiers sont venus nous signifier que des fascistes du G.A.J. tenaient une réunion rue d'Assas. Peu avant la fin du meeting, ils ont disposé des cars près de la sortie, déclarant qu'ils retenaient comme «hypothèse de travail» une intervention des fascistes du G.A.J.

► A Montpellier, comme ils l'avaient déjà fait à Dijon, des individus se réclamant du journal «l'Humanité Rouge» ont tenté de s'opposer à une réunion convoquée par nos camarades à la Faculté, et de saccager notre table de presse.

Nous ne tolérerons pas de telles provocations et agressions contre notre Parti.